

L'ufap unsa justice vous fait part du bilan de l'été 2023 sur la maison d'arrêt de Rouen qui une fois n'est pas coutume a été le théâtre d'une gestion calamiteuse et irrespectueuse envers les personnels.

Commençons par la gestion du mois d'août sur le service des agents qui arrive à positionner des agents en congés bonifiés et accident de travail ou en congé annuel sur les feuilles de service du jour, celui-ci dès qu'il devient orphelin il se prend pour dieu tout puissant et n'hésite pas à mépriser les agents en leur parlant comme des moins que rien et menacer les agents de prendre un 30 ème sous les ordres de la direction. Est –il bien opportun de menacer le personnel avec ce genre de pratique ? Surtout avec le pouvoir d'achat qui augmente chaque jour.

Que dire de la gestion du quartier MAF où un seul agent et l'officier se sont retrouvés à devoir gérer une division entière, surtout quand on connaît les profils des personnes détenues sur cette division.

Que dire aussi de cette haine envers la brigade mineure, une brigade qui tourne avec 3 agents mais certaines personnes souhaitent la fin de vie du troisième agent, certaines brebis galeuses considèrent cette brigade de fainéant, l'ufap unsa justice tiens à rappeler la violente agression du 05-08-2023 qui a eu lieu sur ce même quartier.

Que dire sur la gestion des télécommandes des climatisations des miradors, plus de 2 mois d'attente pour recevoir une télécommande qui n'a jamais fonctionné, l'UFAP unsa justice a demandé la mise en place de ventilateur pour supporter au mieux la chaleur mais toujours aucune trace de télécommande, connaissant les lenteurs de notre administration, l'ufap unsa justice a pris les choses en mains, nous avons acheté et fait dons des télécommandes et des piles pour que les copains ne crèvent plus de chaud et de froid dans les miradors.

L'UFUP UNSA JUSTICE tiens à féliciter les personnels pour leur courage et leur dévouement et les remercie de leur présence tout au long de l'été au détriment de leur vie de famille et leur vie personnelle.

L'UFAP UNSA JUSTICE demande à la direction de STOPPER ces menaces de 30 ème envers les personnels qui sont toujours présents pour faire tourner la boutique

Le bureau local